

Anne ANDLAUER

La Turquie d'Erdoğan

(Éditions du Rocher, 2022, 250 p.,
19,90 €)

Fruit d'une quinzaine d'années de reportages à travers le pays, l'ouvrage de la journaliste Anne Andlauer dresse un tableau de la société turque après vingt années de pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) et de son Président Recep Tayyip Erdoğan. Émaillé de statistiques édifiantes, il évoque les débats qui agitent le pays et revient sur les principaux événements politiques en décryptant leur fondement idéologique.

L'auteure aborde tout d'abord la situation de la jeunesse dont le poids tant démographique qu'électoral est primordial. En 2020, un quart des 15-24 étaient sans emploi. Confrontés à l'incertitude de leur avenir professionnel et aux restrictions de la liberté d'expression, nombre de jeunes désirent s'installer dans les pays l'Europe de l'Ouest ou aux États-Unis. Peu d'entre eux réaliseront ce rêve, ne serait-ce qu'en raison de la dévaluation drastique de la monnaie turque. Le système éducatif a été marqué par l'augmentation sensible du nombre des *imam hatip*, c'est-à-dire des établissements religieux, dont le nombre est passé de 450 en 2002 à 1673 en 2020. L'auteure s'interroge cependant sur le succès de ces orientations, les sondages réalisés en 2008 et 2018 sur la religiosité des jeunes établissant une diminution sensible du nombre



de jeunes se considérant « religieux conservateurs ».

Quant au statut des femmes, l'auteure montre que le droit de vote obtenu dès 1934 ne peut masquer la persistance d'une empreinte patriarcale et conservatrice. Le classement établi en 2021 par le Forum économique mondial sur l'égalité entre les sexes place la Turquie au 133^e rang sur 156. La faiblesse du nombre d'élues au Parlement (17%), le taux d'emploi féminin particulièrement bas (27,5%), la clémence des juges face aux violences envers les femmes et les discours résolument paternalistes sont les marqueurs les plus prégnants de la situation faite aux femmes. Le désengagement de la Convention d'Istanbul, témoigne, s'il en fallait, de cette orientation préjudiciable aux droits des femmes.

Anne Andlauer analyse ensuite l'évolution politique du pouvoir et de l'AKP. Elle montre comment on est passé des promesses de démocratie, de progrès et de résolution de la question kurde, au début des années

2000, à un autoritarisme teinté d'islamo-nationalisme. Elle retrace tour à tour la violente répression du mouvement d'opposition à la construction d'un centre commercial dans le parc Gezi d'Istanbul, l'interruption brutale des pourparlers de paix engagés avec le PKK en 2013 après la sanction infligée à l'AKP lors des élections de 2015, la tentative de coup d'État de juillet 2016 sur lequel on n'a pas encore fait toute la lumière, la proclamation de l'état d'urgence qui a suivi, les limogeages et les arrestations qui ont sévi bien au-delà des réseaux de Fethullah Gülen, auteur présumé du putsch, l'alliance avec le Parti d'action nationaliste (MHP), la réforme constitutionnelle adoptée en 2017 dotant le pays d'un régime présidentiel presque dépourvu de contre-pouvoirs, la conversion de Sainte-Sophie en mosquée.

L'intitulé du chapitre IV « L'agonie de la liberté de la presse » illustre à lui seul le paysage médiatique de la Turquie. La marge de manœuvre des médias s'est rétrécie depuis le coup d'État manqué de 2016. Selon le classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontière (RSF) la Turquie occupait, en 2021, la 153^e place sur 180.

Mais c'est sans doute la politique étrangère de la Turquie, de plus en plus active et unilatérale, qui a retenu le plus l'attention des opinions publiques occidentales. Si le passé ottoman prend une place importante dans le discours politique, l'auteure estime que cette instrumentalisation de l'Histoire nourrit en fait le nationalisme turc et qu'il s'agit moins de rétablir l'empire que de conforter le pouvoir en place.

Dans ce domaine on a également assisté à de brusques revirements, de la doctrine du « zéro problème avec les voisins » aux interventions militaires, en Syrie et en Libye, de l'acquisition de S-400 russes à l'exportation de drones turcs contre les forces russes en Ukraine. Si les lignes sont souvent brouillées, se dégage selon l'auteure la volonté de renouer avec la vieille « synthèse turco-islamique ».

S'il ne reflétait pas les vicissitudes de la politique intérieure de la Turquie comme de celles des pays européens, le processus d'adhésion à l'Union européenne relèverait de la tragi-comédie. La candidature de la Turquie, présentée dès 1959, n'est devenue officielle qu'en 2005. Entre-temps, des accords économiques ont été signés en 1964 et 1995. Sur les 35 chapitres afférents aux négociations un seul est clos. Le pessimisme s'est emparé de la population.

Anne Andlauer évoque *in fine* la catastrophe sismique que la mégalopole d'Istanbul aura vraisemblablement à affronter dans un avenir proche, eu égard à la faille en mer de Marmara. Elle note l'impréparation de la ville d'Istanbul. Des centaines de milliers d'immeubles ont été construits sans respect des normes parasismiques, parfois même sans autorisation. Il n'a été tenu aucun compte du tremblement de terre de Gölcük situé à 70 kilomètres d'Istanbul et qui avait fait près de 20 000 victimes en 1999. Il est fort probable que l'auteure aurait abouti au même constat s'agissant du dramatique séisme survenu très récemment dans le Sud-Est du pays.

ANDRÉE GALATAUD